



## Et si on mettait les pieds dans le P.L.A.T. ?

### SPIP

Dans le cadre du plan de lutte antiterroriste (PLAT), 43 millions d'euro ont été subitement trouvés pour l'administration pénitentiaire.

Depuis des années, la **CGT-SPIP** dénonce l'abandon des activités socioculturelles au sein des établissements et les réductions et gels des budgets de fonctionnement des services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP). Et tout d'un coup, l'administration pénitentiaire se souvient qu'une de ses missions est l'insertion des personnes placées sous-main de justice (PPSMJ).

Il est profondément regrettable qu'il ait fallu une tragédie pour que l'administration se souvienne que **l'insertion et le travail socio-éducatif sont les fondements de notre profession.**

Si la **CGT-SPIP** se réjouit de cette nouvelle dynamique, elle s'inquiète quant à sa pérennité.

La **CGT-SPIP** s'inquiète aussi d'autres dispositifs mis en place dans le cadre du P.L.A.T. et dont on peut se demander quels sont les objectifs réels ?

Il en est ainsi des binômes « dé radicalisation » constitués d'un éducateur spécialisé et d'un psychologue. Le cadre d'intervention de ces binômes est totalement flou ! Leurs conditions de travail, leurs interventions auprès des conseillers pénitentiaires d'insertion et de probation (CPIP) et des PPSMJ ne sont pas définies.

Le cadre et l'objet même de leur travail est inexistant. Faire du renseignement ? Faire de la dé radicalisation ? Comment ?

**La CGT-SPIP rappelle que les agents du SPIP sont des professionnels, qui en tant que tels, savent déjà signaler les situations de dangers pour les personnes.** Ils en rendent régulièrement compte aux magistrats sans qu'il soit nécessaire d'inventer des procédures et des réseaux parallèles qui sont la porte ouverte à toutes les atteintes aux libertés individuelles et à la vie privée.

Quant au phénomène dit de « radicalisation », il reste à définir précisément et dépasse le cadre de la pénitentiaire Ce sont des réponses bien plus globales, cohérentes, réfléchies et pérennes qu'il convient de mettre en place. **On ne lutte pas contre le terrorisme en agitant la terreur mais en redonnant de l'espoir et en retissant le lien social**

**La CGT-SPIP dénonce des dispositifs inutiles, dispendieux, stigmatisants et liberticides.**

Tarbes, le mercredi 14 octobre 2015.